



FIDUCIAL

Baromètre des TPE

Vague 81 – Octobre 2025

N°121796

Contacts Ifop :

Frédéric Dabi / Flora Baumlin / Chloé Tegny
Département Opinion et Stratégies d'Entreprise



01

Méthodologie

Méthodologie

Echantillon

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1 013 dirigeants** de très petites entreprises (TPE) de 0 à 19 salariés.

Les entreprises réalisant moins de 50 000€ de chiffres d'affaires à l'année n'ont pas été interrogées dans le cadre de cette étude.

En revanche, celle-ci inclut les auto-entrepreneurs.

En raison de l'actualité politique changeante, la date d'interview a été rajouté en critère d'analyse des résultats pour tenir compte du contexte politique actuel. Dans le détail :

- **618** chefs d'entreprise ont été interrogés **du 22 septembre au 5 octobre**
(période couvrant la première nomination de Sébastien Lecornu au poste de Premier ministre)
- **395** chefs d'entreprise ont été interrogés **à partir du 6 octobre**
(soit à partir de la date de démission de Sébastien Lecornu au poste de Premier ministre)

Méthodologie

L'échantillon a été raisonné puis ramené à son poids réel lors du traitement sur les critères suivants : secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation.

Mode de recueil

Les interviews ont été réalisées **par téléphone** du **22 septembre au 10 octobre 2025**.

Précision relative aux marges d'erreur

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCES						
Taille d'échantillon	Pourcentage observé					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
1 500	1,1	1,5	2,0	2,3	2,4	2,5
2 000	1,0	1,3	1,8	2,0	2,2	2,2
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-contre.

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **1 000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,8**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,2% et 11,8%.

02

Les résultats de l'étude



A

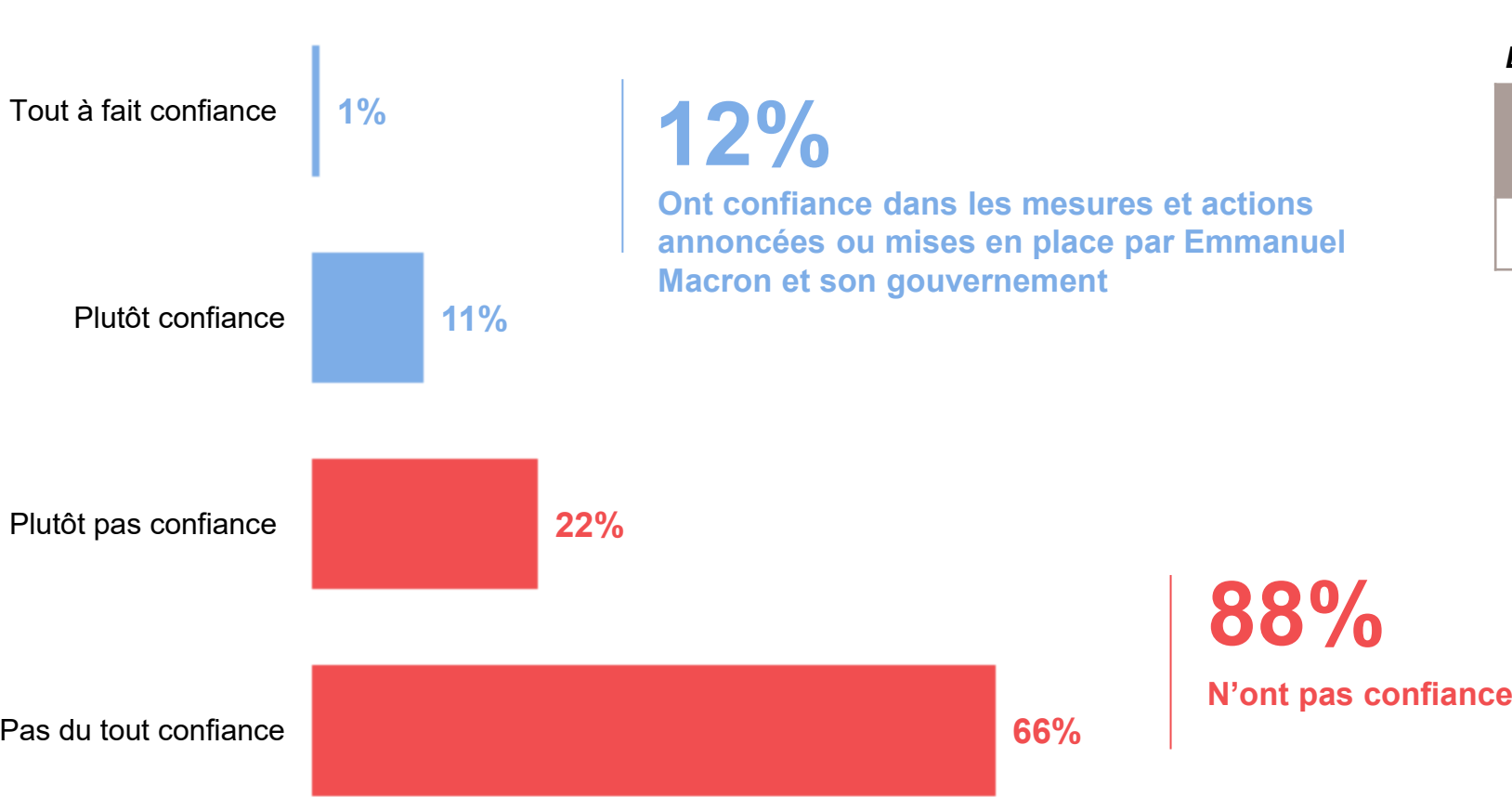
La conjoncture en France et dans les entreprises

A.1

L'action d'Emmanuel Macron et du gouvernement

La confiance dans les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement

QUESTION : Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement vous inspirent ... ?



Total Confiance	
En fonction de la date d'interview	
Du 22/09 au 05/10	A partir du 06/10
14%	7%

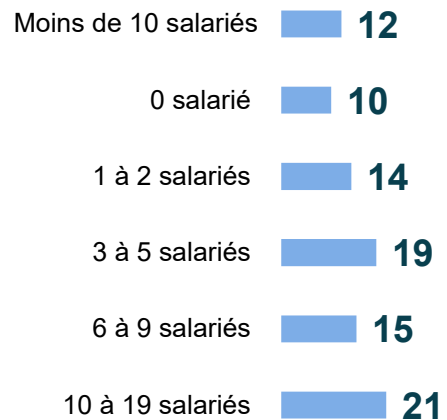
La confiance dans les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement



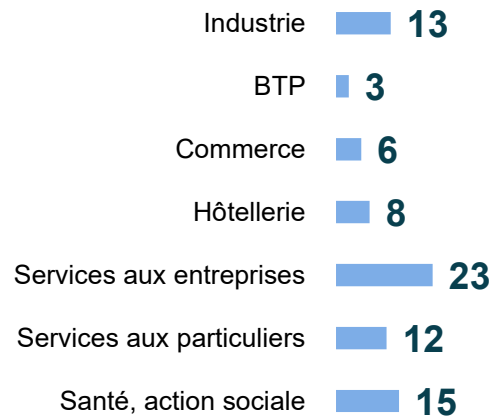
TOTAL CONFIANCE

Moyenne : **12%**

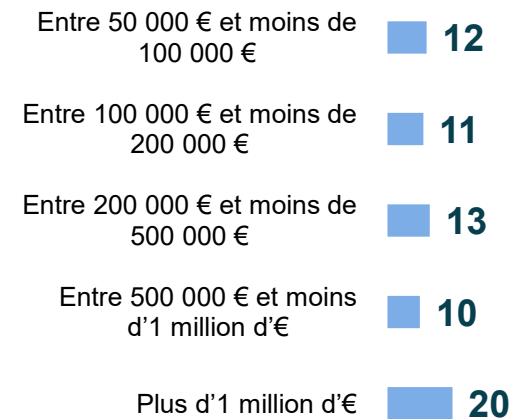
TAILLE D'ENTREPRISE



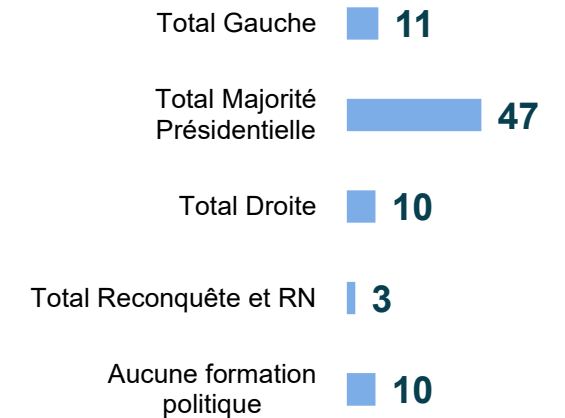
SECTEUR D'ACTIVITÉ



CHIFFRE D'AFFAIRES

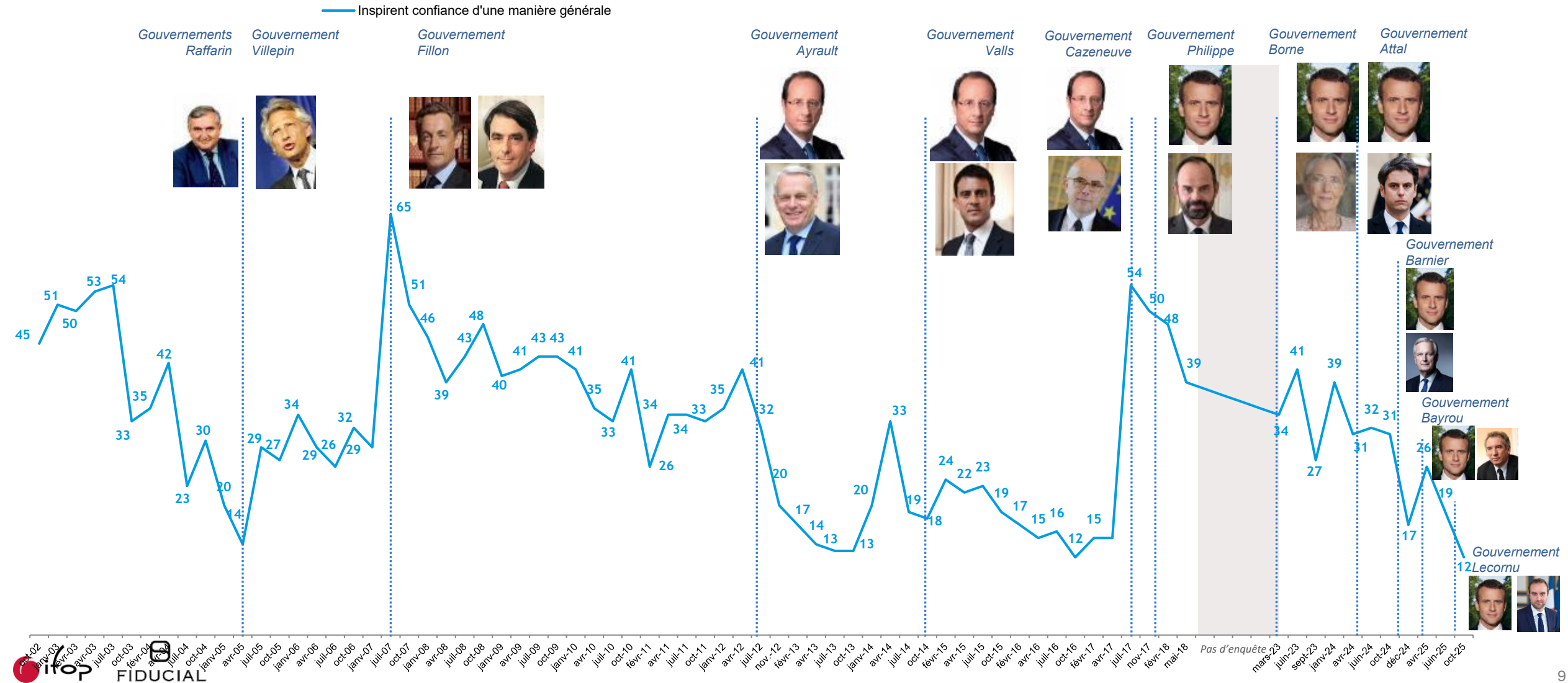


PROXIMITÉ POLITIQUE



La confiance dans les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement - Rappels

QUESTION : Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement vous inspirent ... ?



A.2

*Le climat général
et le moral des
patrons de TPE*

Le niveau d'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France et pour sa propre activité

QUESTION : En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous que sur le climat général des affaires en France, vous êtes ... ?

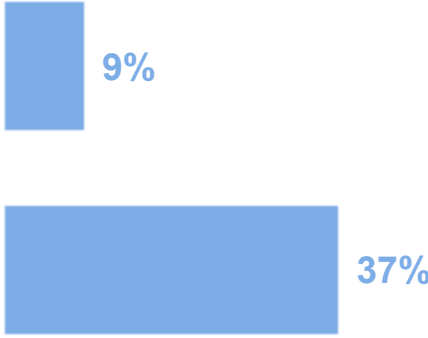
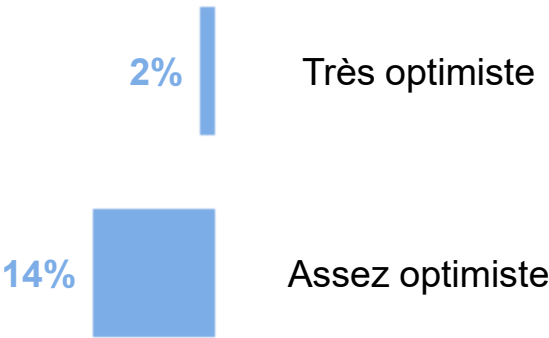
QUESTION : Et pour votre propre activité diriez-vous que vous êtes ... ?

16%
Sont optimistes sur le climat
général des affaires en France

Total Optimiste
En fonction de la date d'interview

Du 22/09 au 05/10	A partir du 06/10
19%	8%

83%
Sont pessimistes



46%
Sont optimistes pour
leur propre activité

Total Optimiste
En fonction de la date d'interview

Du 22/09 au 05/10	A partir du 06/10
49%	42%

54%
Sont pessimistes

1% Ne se prononcent pas

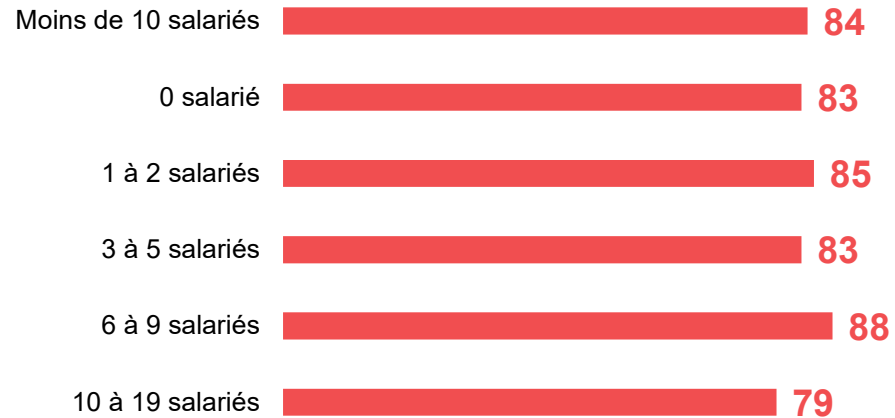
Le niveau de pessimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France



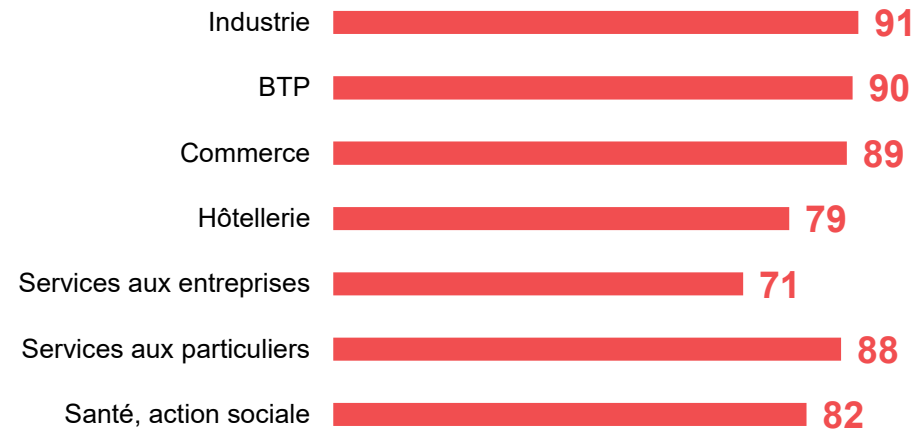
TOTAL PESSIMISTES

Moyenne : **83%**

TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ



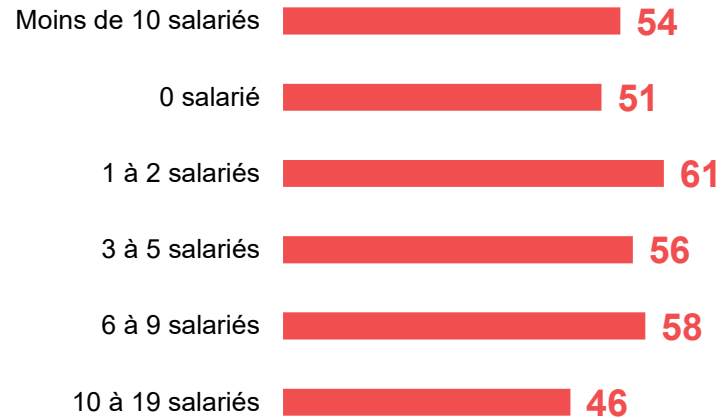
Le niveau de pessimisme vis-à-vis de sa propre activité



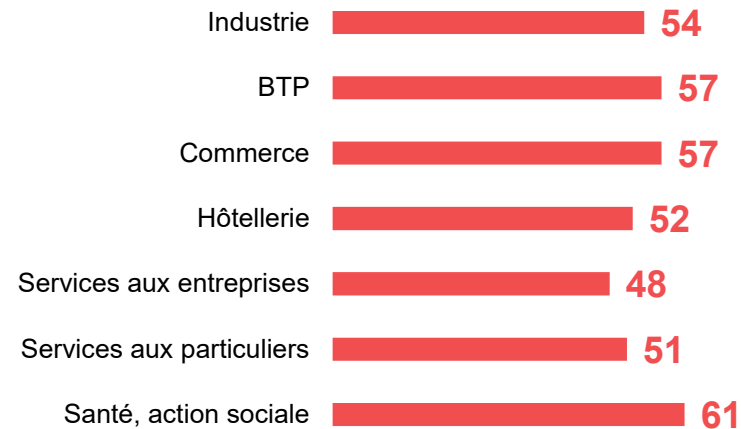
TOTAL PESSIMISTES

Moyenne : **54%**

TAILLE D'ENTREPRISE



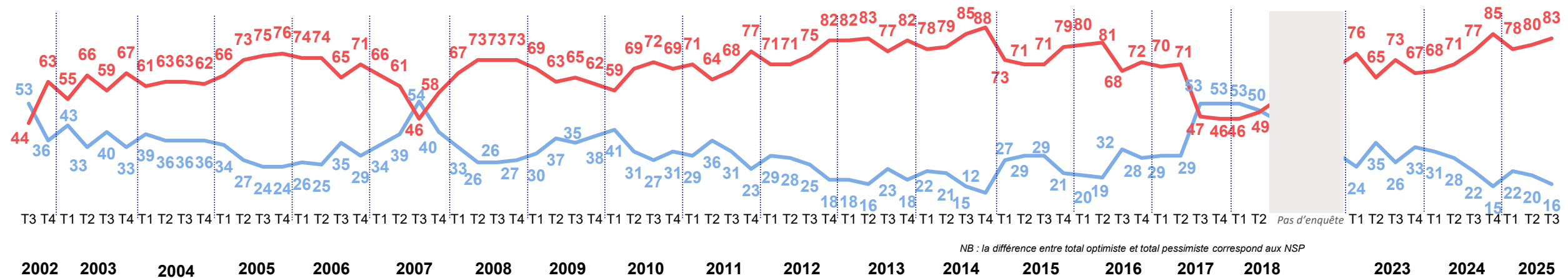
SECTEUR D'ACTIVITÉ



Le niveau d'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France et pour sa propre activité - Rappels

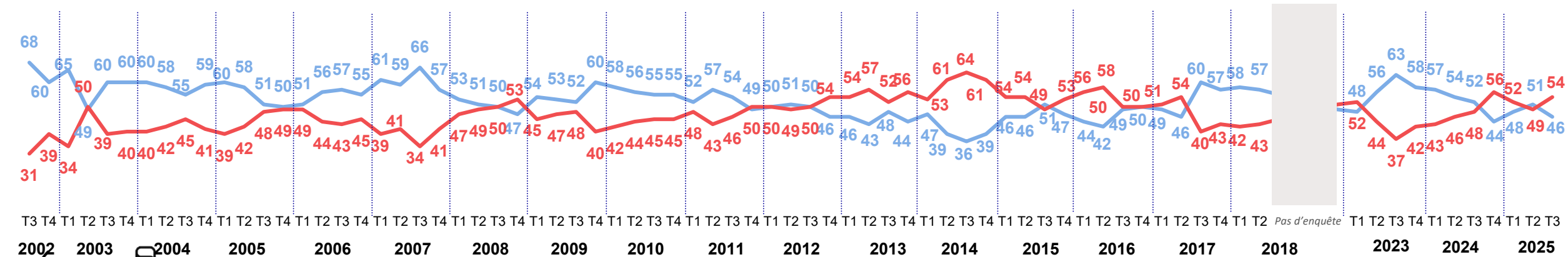
QUESTION : En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous que sur le climat général des affaires en France, vous êtes ... ?

— Total optimiste sur la situation en France — Total pessimiste sur la situation en France



QUESTION : Et pour votre propre activité diriez-vous que vous êtes ... ?

— Total optimiste pour leur activité — Total pessimiste pour leur activité

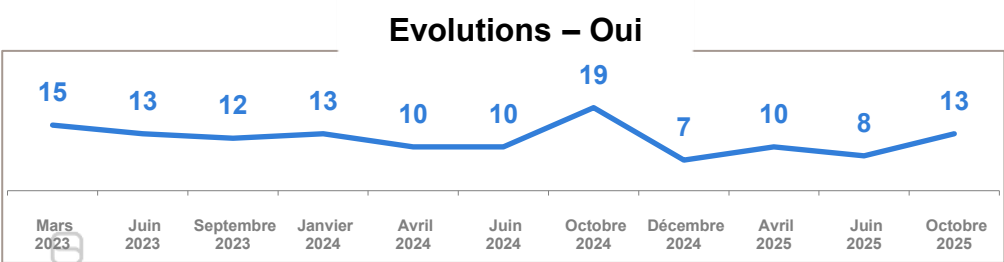
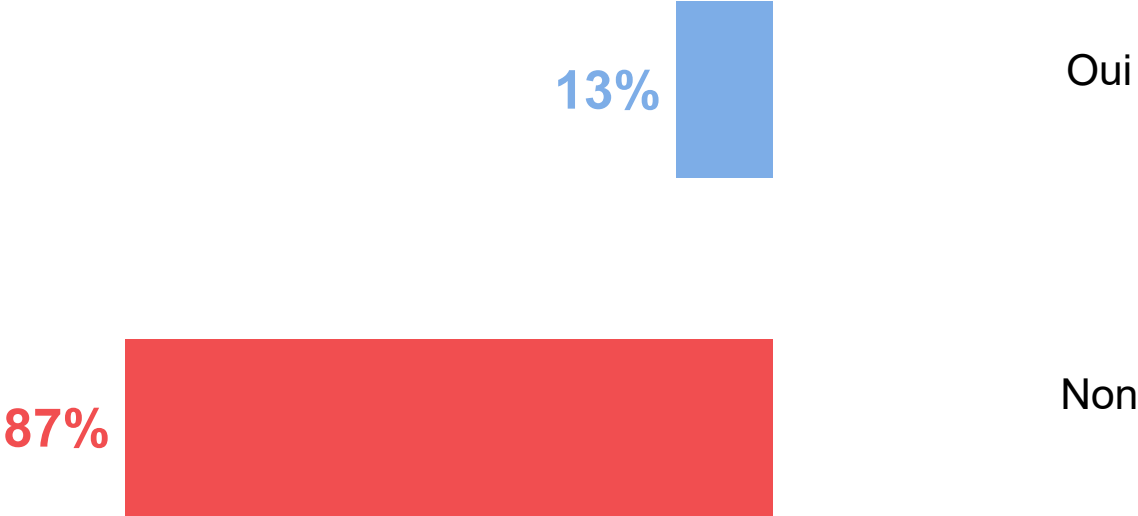


A.3

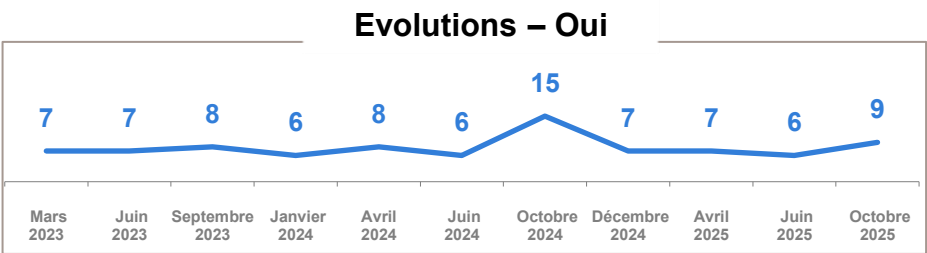
L'emploi dans les TPE

L'embauche et la suppression de personnel depuis 1er juillet 2025 ou le fait de l'envisager d'ici le 30 septembre 2025

QUESTION : Avez-vous embauché du personnel depuis le 1er juillet 2025, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui et/ou envisagez-vous d'en embaucher d'ici le 30 septembre 2025 ?



QUESTION : Avez-vous supprimé un ou plusieurs postes de salariés depuis le 1er juillet 2025 que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui et/ou envisagez-vous d'en supprimer d'ici le 30 septembre 2025 ?



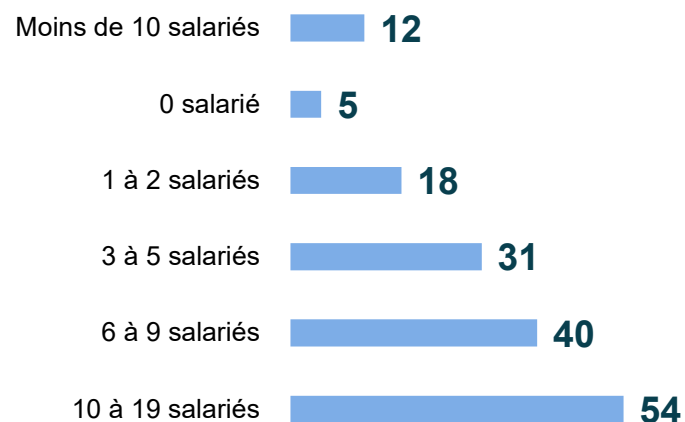
L'embauche de personnel depuis 1er juillet 2025 ou le fait de l'envisager d'ici le 30 septembre 2025



TOTAL OUI

Moyenne : **13%**

TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ



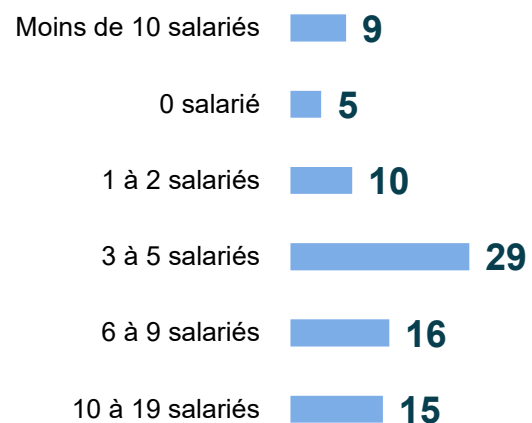
La suppression de postes depuis 1er avril 2025 ou le fait de l'envisager d'ici le 30 juin 2025



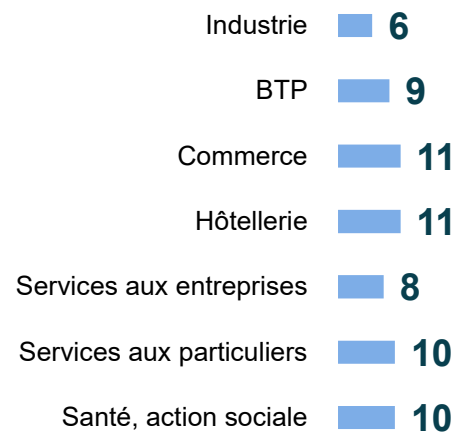
TOTAL OUI

Moyenne : 9%

TAILLE D'ENTREPRISE

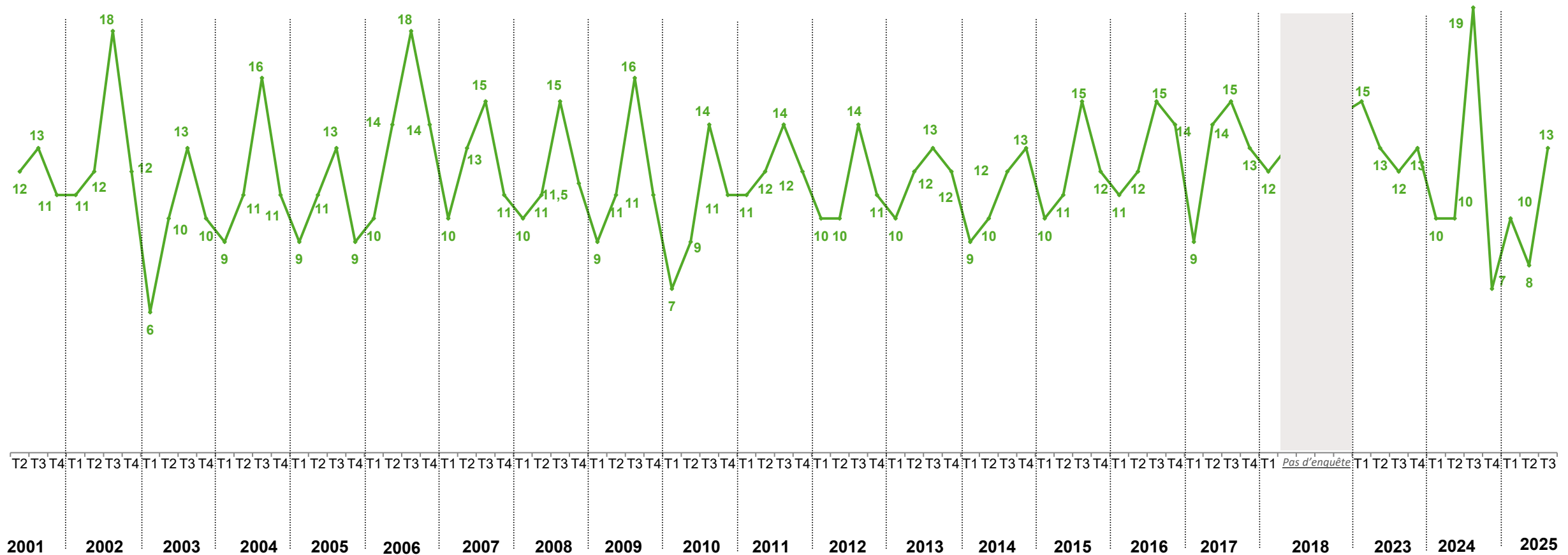


SECTEUR D'ACTIVITÉ



L'embauche de personnel depuis 1er juillet 2025 ou le fait de l'envisager d'ici le 30 septembre 2025 - Rappels

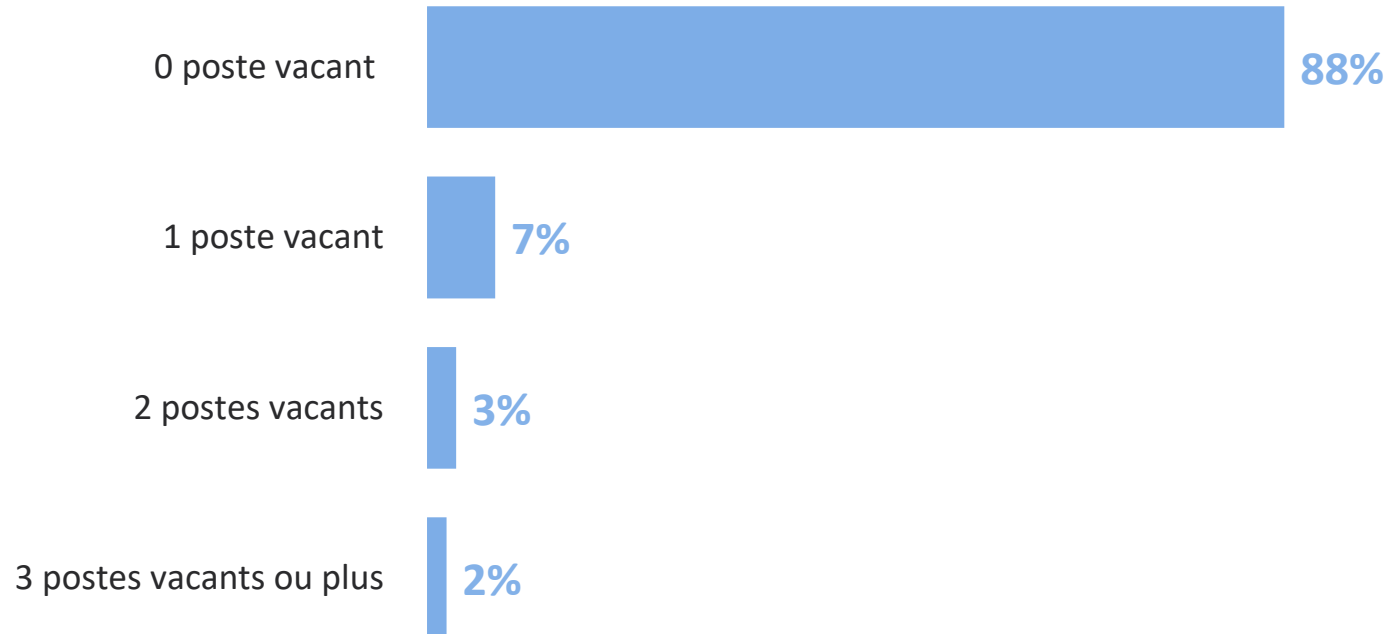
QUESTION : Avez-vous embauché du personnel depuis le 1er avril 2025, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui et/ou envisagez-vous d'en embaucher d'ici le 30 juin 2025 ?



* L'intitulé de la question a été modifié par rapport à la dernière enquête réalisée en 2018 (Vague 70). En 2018, la question était posée comme suit :
Avez-vous embauché du personnel entre le 1er janvier et le 31 mars 2018, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise ?

Le nombre de postes actuellement vacants pour lesquels l'entreprise est en recherche active de candidats

QUESTION : Combien de postes de travail sont actuellement vacants dans votre entreprise pour lesquels vous êtes en recherche active de candidats, y compris ceux à pourvoir d'ici le 30 septembre 2025 ?



MOYENNE :

0,3

*Rappel Juin 2025 : 0,2
Rappel Avril 2025 : 0,2
Rappel Décembre 2024 : 0,2
Rappel Octobre 2024 : 0,3
Rappel Juin 2024 : 0,2
Rappel Mars 2024 : 0,2
Rappel Janvier 2024 : 0,3
Rappel Septembre 2023 : 0,3
Rappel Juin 2023 : 0,3
Rappel Mars 2023 : 0,3*

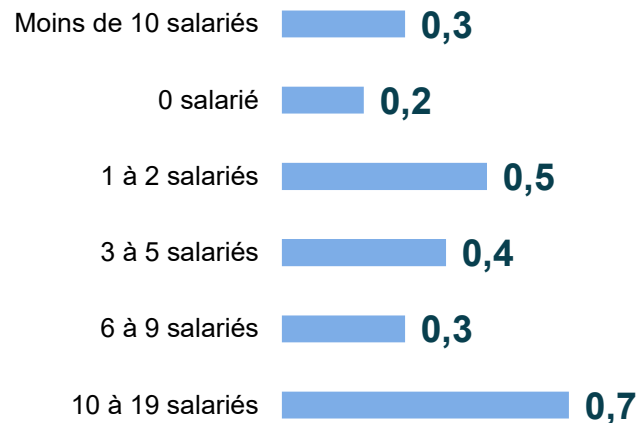
Le nombre de postes actuellement vacants pour lesquels l'entreprise est en recherche active de candidats



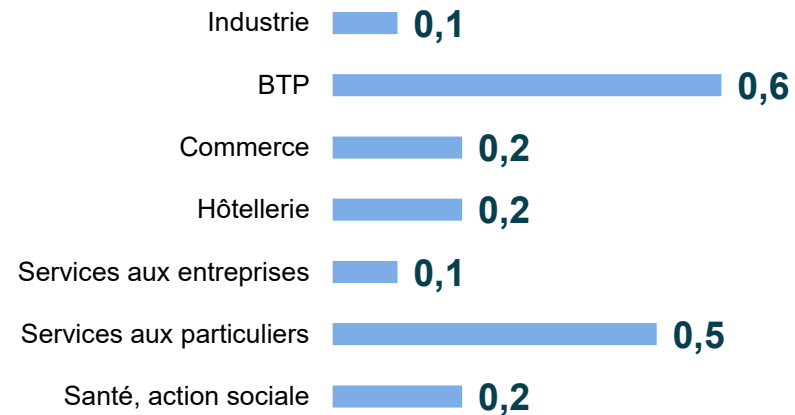
NOMBRE DE POSTES VACANTS EN MOYENNE

Moyenne : **0,3**

TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ

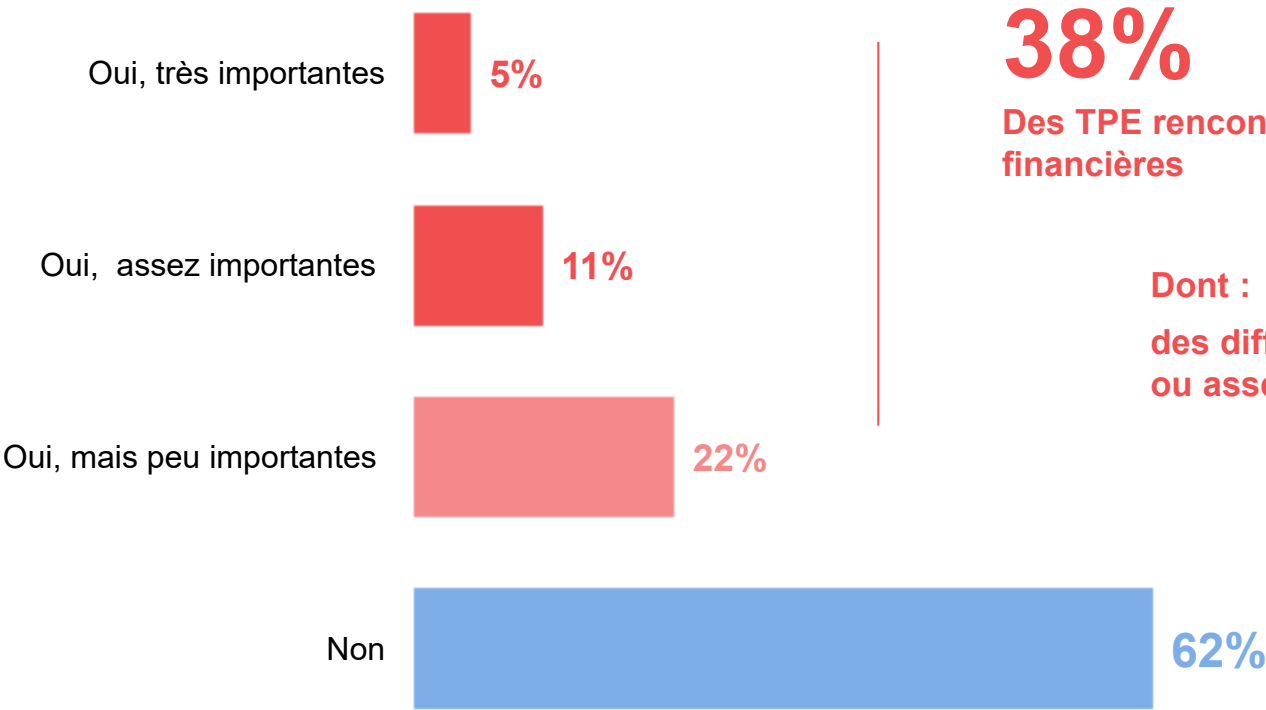


A.4

Le risque de défaillance

Le fait de rencontrer des difficultés financières

QUESTION : Votre entreprise rencontre-t-elle aujourd'hui des difficultés financières ?



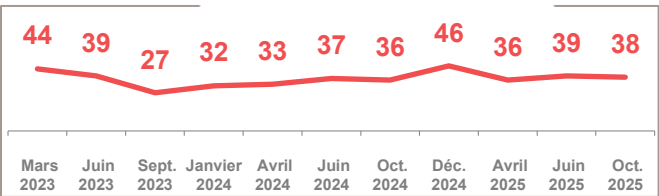
38%

Des TPE rencontrent des difficultés financières

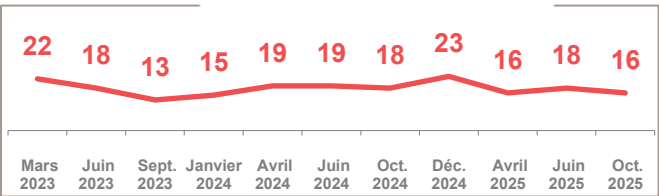
Dont : **16%**

des difficultés financières très ou assez importantes

Evolutions



Evolutions



Le fait de rencontrer des difficultés financières



TOTAL DIFFICULTÉS FINANCIÈRES IMPORTANTES (assez ou très)

Moyenne : **16%**

TAILLE D'ENTREPRISE



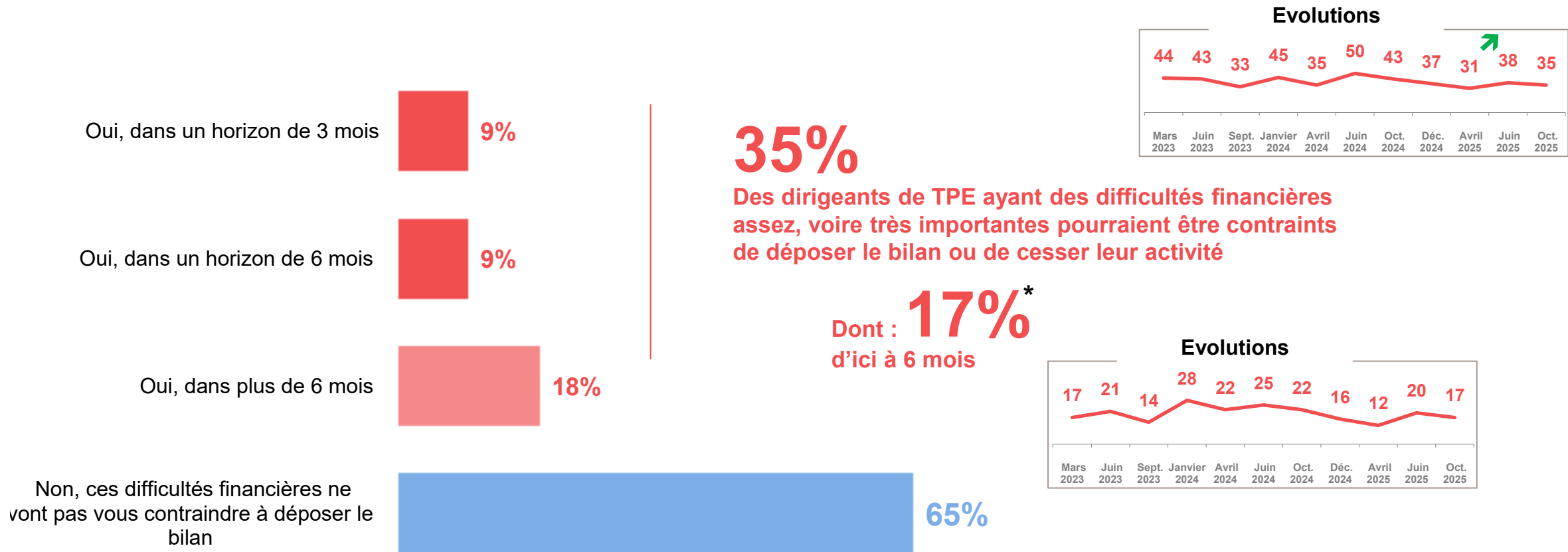
SECTEUR D'ACTIVITÉ



La contrainte de déposer le bilan ou de cesser son activité en raison de difficultés financières

QUESTION : Est-ce que ces difficultés financières vont vous contraindre soit à déposer le bilan, c'est-à-dire vous déclarer en état de cessation des paiements, soit à cesser volontairement votre activité pour ne pas perdre plus ?

*Base : Question posée uniquement à ceux dont l'entreprise rencontre des difficultés financières assez voire très importantes, soit **16%** de l'échantillon*



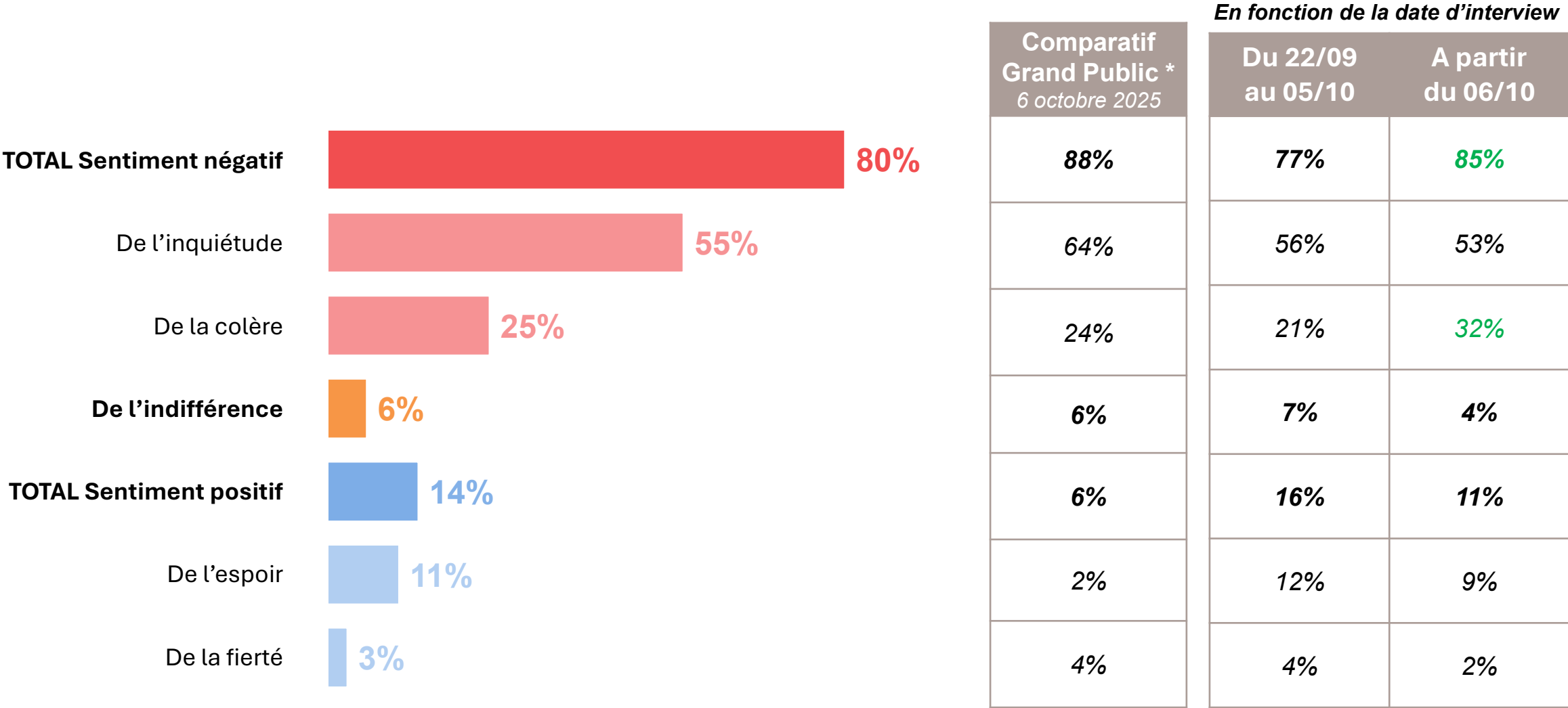


B

Le climat politique actuel et ses répercussions

Le sentiment éprouvé à l'égard de la France actuellement

QUESTION : En pensant à notre pays la France aujourd’hui, quel sentiment éprouvez-vous le plus ?

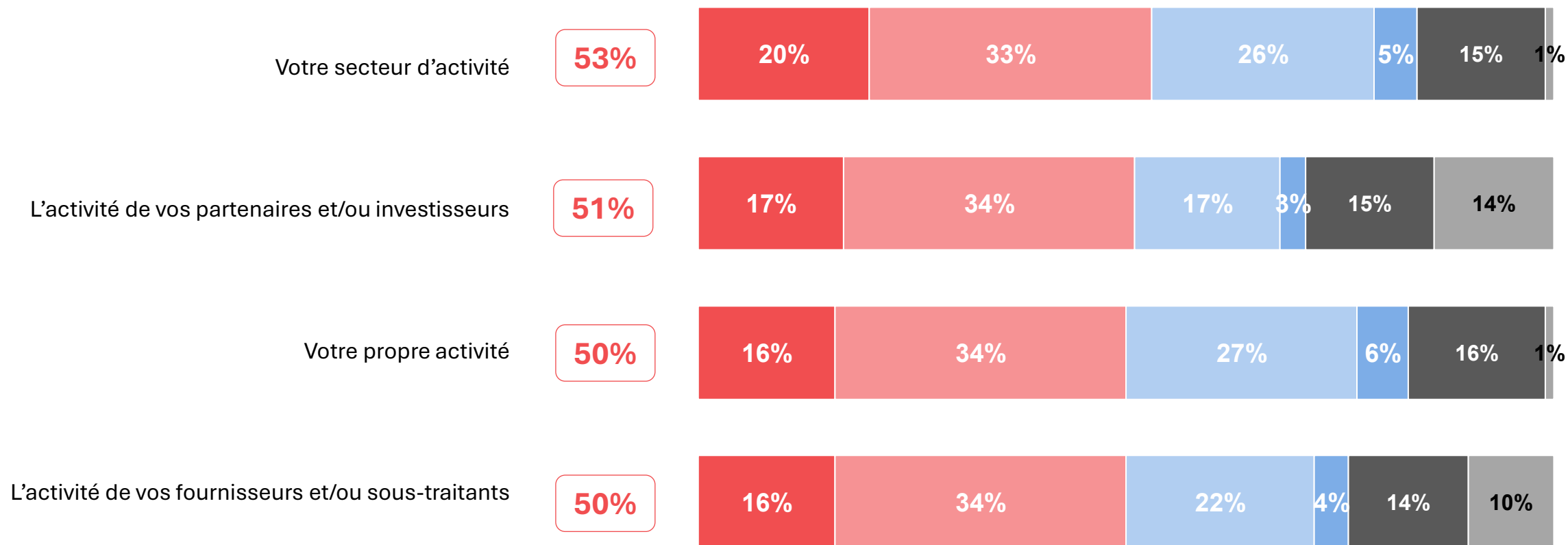


* Etude Ifop pour LCI, réalisée par questionnaire auto-administré en ligne le 6 octobre 2025 auprès d'un échantillon de 1 500 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Les répercussions négatives de la situation politique actuelle sur l'activité professionnelle d'ici à 6 mois

QUESTION : Dans le contexte politique actuel que nous connaissons, d'après vous personnellement en tant que chef d'entreprise, cette situation est-elle susceptible d'avoir d'ici à 6 mois des répercussions négatives très fortes, plutôt fortes, plutôt faibles, très faibles ou aucune répercussion négative sur les différents éléments suivants ?

Total
« Répercussions négatives fortes »



53%

20%

33%

26%

5%

15%

1%

51%

17%

34%

17%

3%

15%

14%

50%

16%

34%

27%

6%

16%

1%

50%

16%

34%

22%

4%

14%

10%

QUESTION : Et diriez-vous que la situation politique actuelle pourrait... ?

Total Oui

En fonction de la date d'interview

Du 22/09 au 05/10	A partir du 06/10
64%	71%

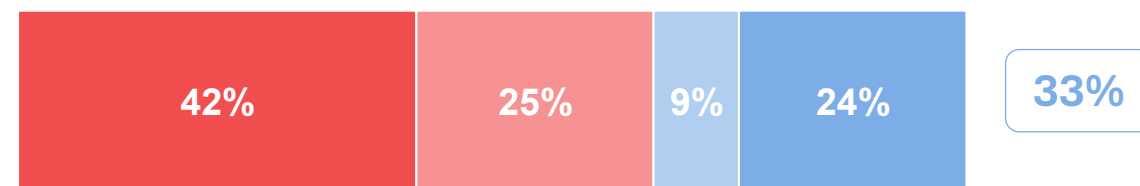
Vous inciter à **réduire** les investissements

Total
« OUI »

67%

Femmes : 72%

Secteur du BTP : 84%



En fonction de la date d'interview

Du 22/09 au 05/10	A partir du 06/10
54%	59%

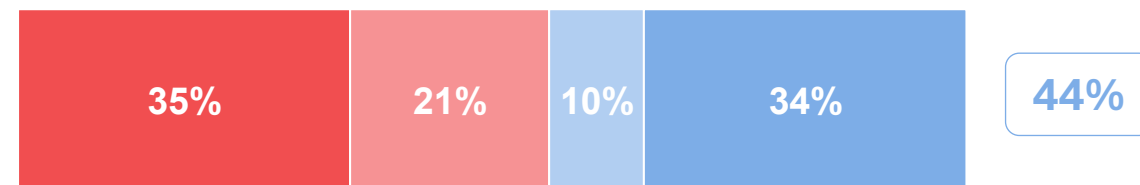
Vous contraindre à **réduire vos effectifs**
ou à **ne pas embaucher**

56%

Base: item posé uniquement aux chefs d'entreprise comptant au moins 1 salarié, soit **80%** de l'échantillon

Femmes : 61%

Secteur du BTP : 66%



En fonction de la date d'interview

Du 22/09 au 05/10	A partir du 06/10
45%	56%

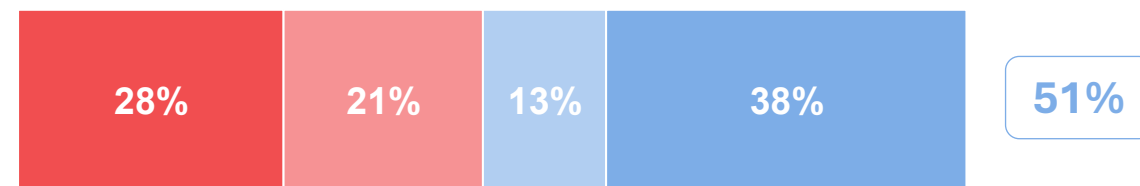
Vous contraindre à **réduire votre salaire** voire
à **ne pas vous verser de salaire**

49%

Secteur Hôtellerie : 64%

Secteur des services aux particuliers : 63%

Secteur Santé et action sociale : 60%

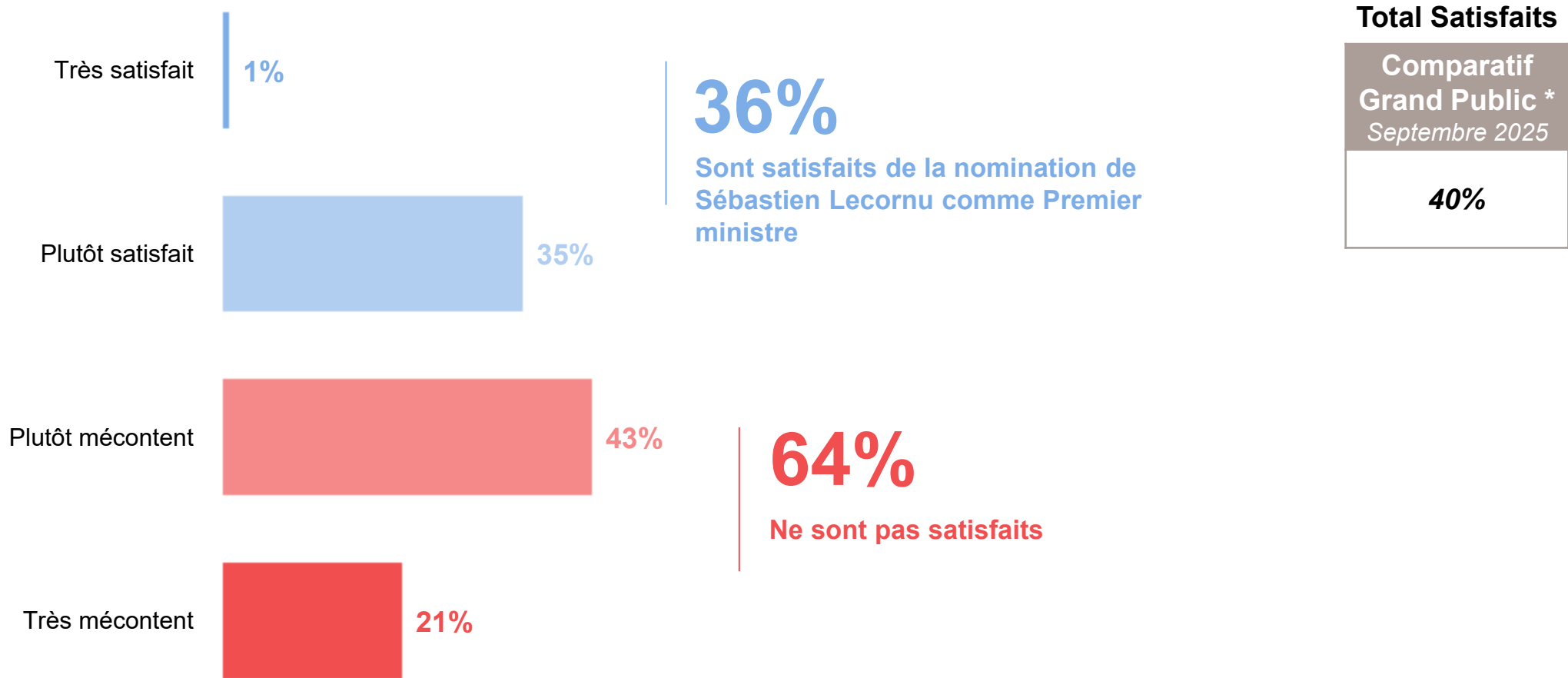


■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout

La satisfaction à l'égard de la nomination de Sébastien Lecornu au poste de Premier ministre – Base exprimée

QUESTION : Vous personnellement, êtes-vous satisfait ou mécontent de la nomination de Sébastien Lecornu comme Premier ministre ?

***Base** : question posée uniquement aux chefs d'entreprise ayant répondu à l'enquête du 22 septembre au 5 octobre 2025, soit 61% de l'échantillon*

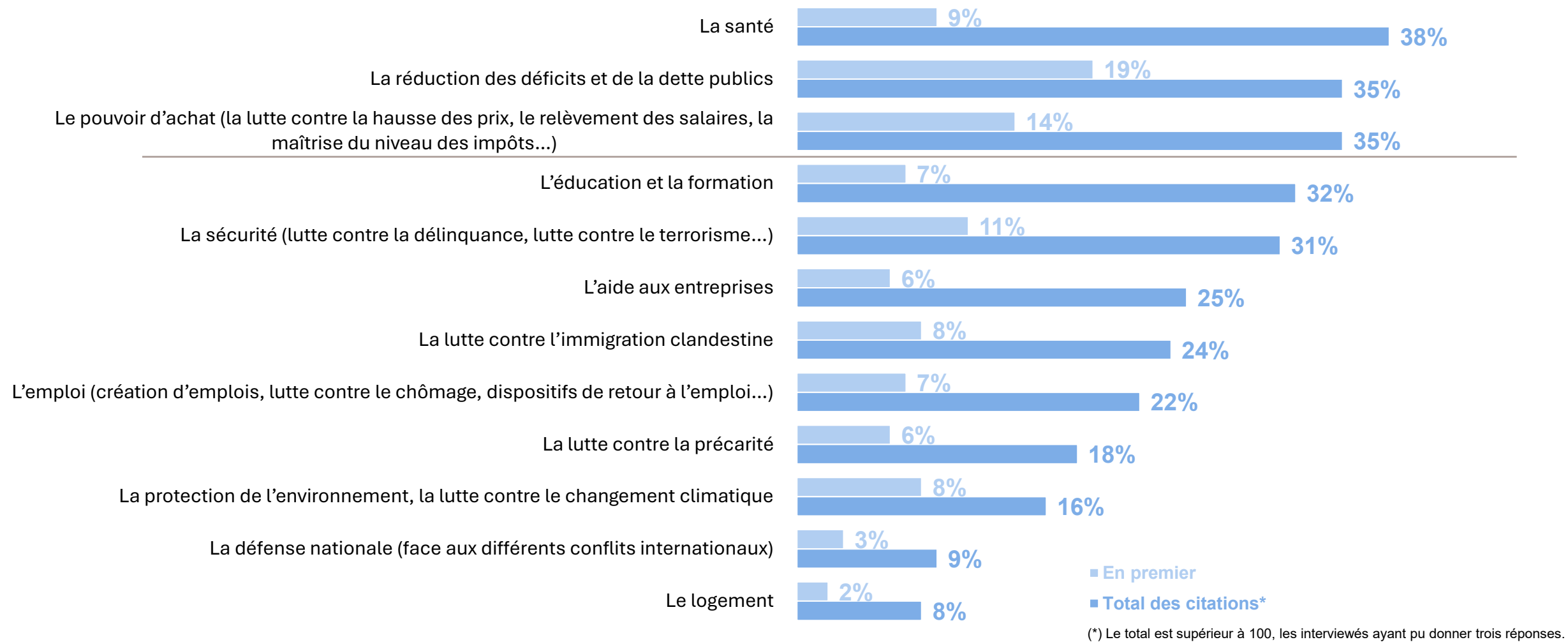


En raison de l'actualité politique changeante, cette question n'a été posée que du 22 septembre au 5 octobre 2025, soit la période couvrant la première nomination de Sébastien Lecornu au poste de Premier ministre.

Les trois priorités attendues vis-à-vis du nouveau gouvernement Lecornu

QUESTION : Et d'après vous, quelles devraient être les trois priorités du nouveau gouvernement Lecornu ? En premier ? En deuxième ? En troisième ?

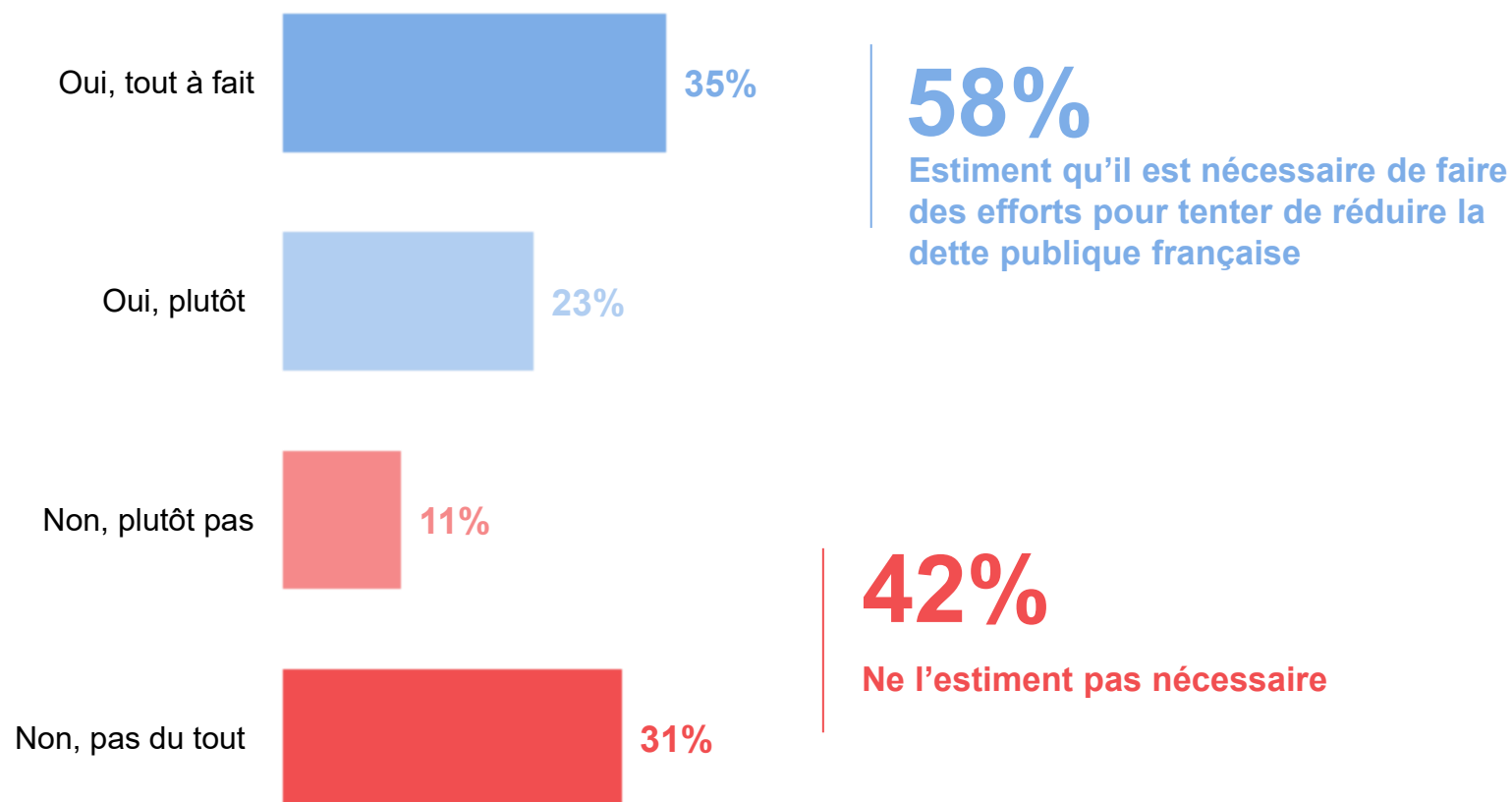
Base : question posée uniquement aux chefs d'entreprise ayant répondu à l'enquête du 22 septembre au 5 octobre 2025, soit 61% de l'échantillon



En raison de l'actualité politique changeante, cette question n'a été posée que du 22 septembre au 5 octobre 2025, soit la période couvrant la première nomination de Sébastien Lecornu au poste de Premier ministre.

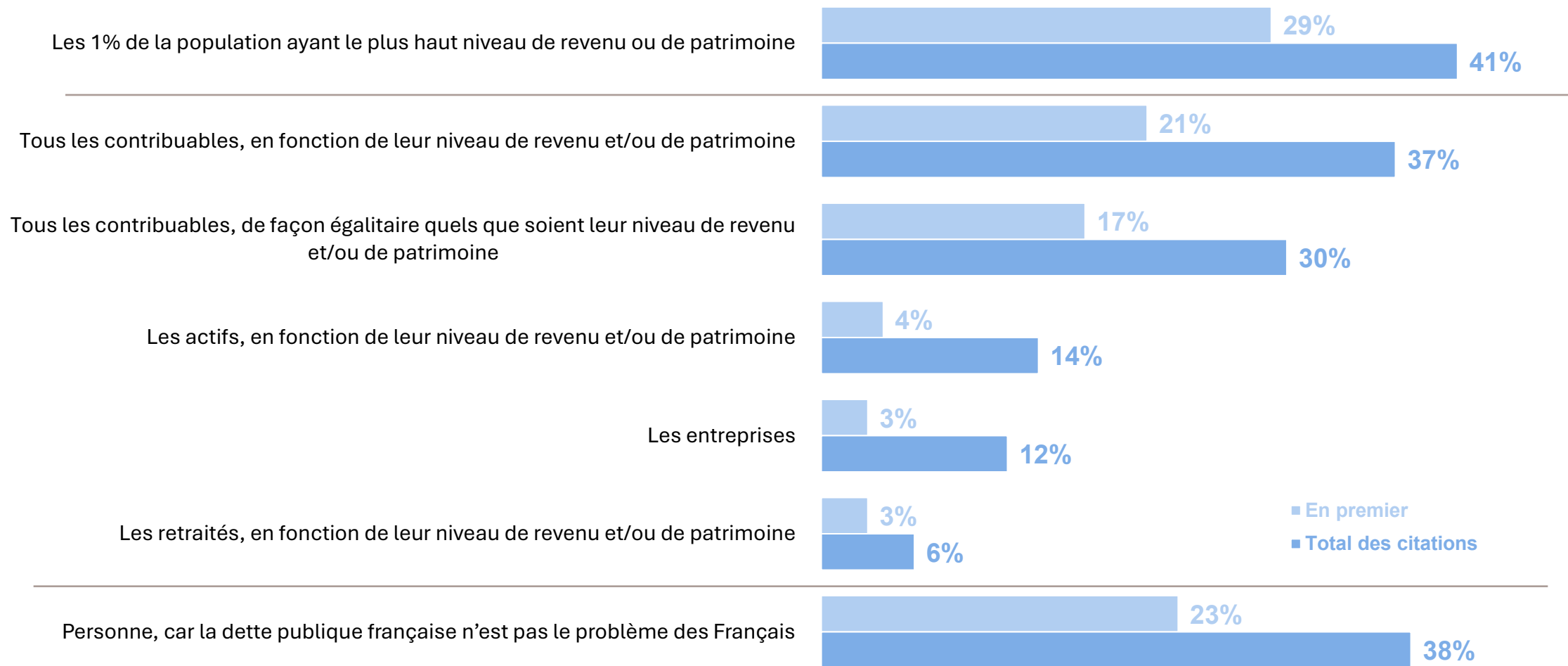
La nécessité de faire des efforts pour tenter de réduire la dette publique

QUESTION : Vous personnellement, partagez-vous le constat selon lequel il est nécessaire de faire des efforts pour tenter de réduire la dette publique française ?



Les acteurs qui devraient principalement contribuer financièrement à la résorption de la dette publique

QUESTION : Et d'après vous, parmi les différents acteurs suivants, quels sont ceux qui devraient principalement contribuer financièrement à la résorption de la dette publique française ? En premier ? En second ?

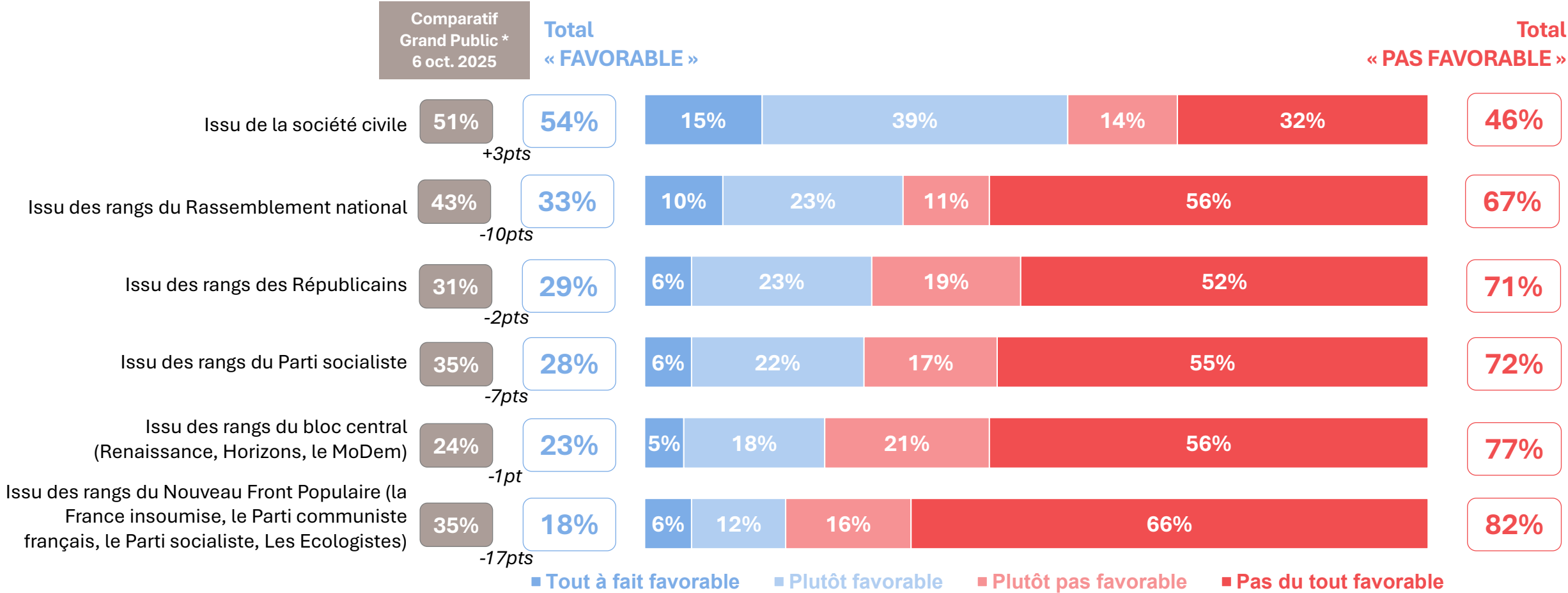


Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

Le souhait de nomination d'un nouveau Premier ministre issu des rangs de différents partis politiques ou de la société civile

QUESTION : Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, a présenté sa démission au président de la République Emmanuel Macron, qui l'a acceptée. Vous personnellement, seriez-vous favorable ou pas favorable à ce que le président nomme un nouveau Premier ministre... ?

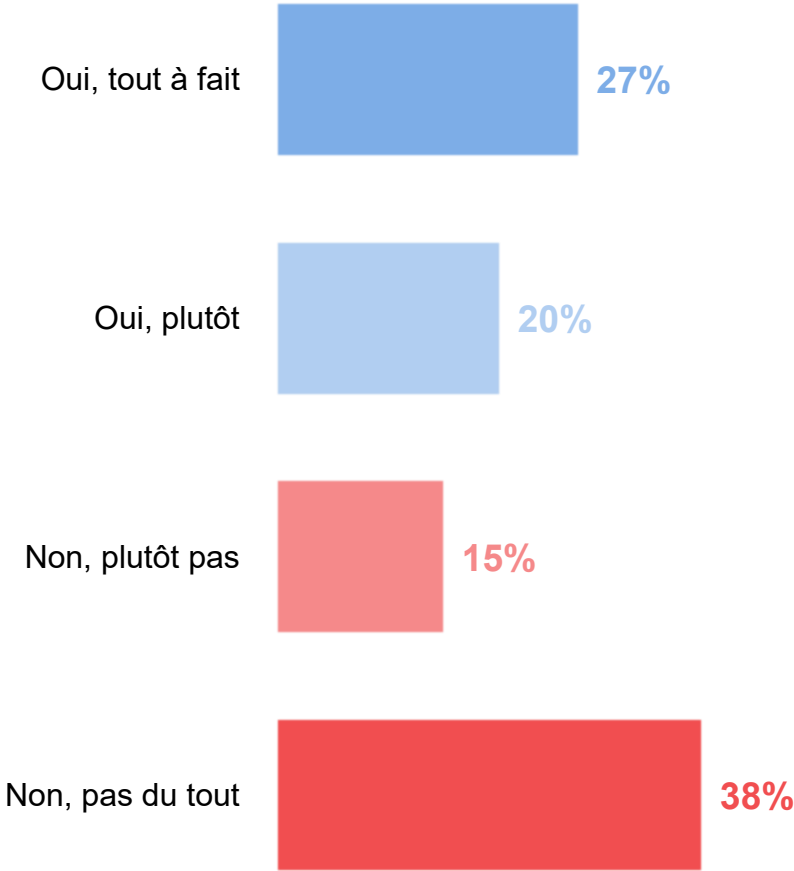
Base : question posée uniquement aux chefs d'entreprise ayant répondu à l'enquête à partir du 6 octobre 2025, soit 39% de l'échantillon



En raison de l'actualité politique changeante, cette question n'a été posée qu'à partir du 6 octobre 2025, soit à partir de la date de démission de Sébastien Lecornu au poste de Premier ministre et avant sa seconde nomination.

Le souhait d'une dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation de nouvelles élections législatives

QUESTION : Vous personnellement, souhaiteriez-vous dans les prochains mois une dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation de nouvelles élections législatives ?



47%
Souhaitent une dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation de nouvelles élections législatives

53%
Ne le souhaitent pas

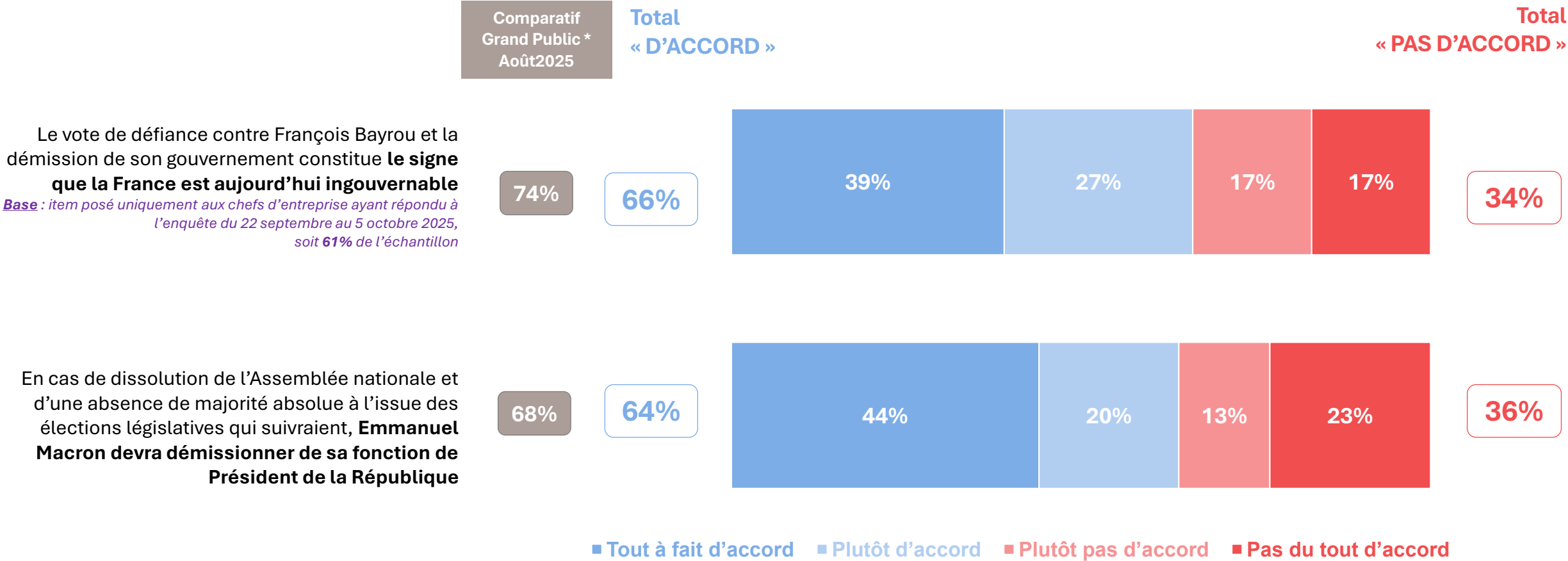
Total Oui
Comparatif Grand Public *
6 octobre 2025
66%

En fonction de la date d'interview

Du 22/09 au 05/10	A partir du 06/10
43%	54%

L'opinion sur l'ingouvernabilité de la France et la démission d'Emmanuel Macron

QUESTION : Pour chacune des phrases suivantes, diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout ?



En raison de l'actualité politique changeante, l'item relatif au vote de défiance contre François Bayrou n'a été posé que du 22 septembre au 5 octobre 2025, soit la période couvrant la première nomination de Sébastien Lecornu au poste de Premier ministre.



L'intention de vote aux législatives en cas de dissolution de l'Assemblée nationale avant 2027

Méthodologie de l'intention de vote

Echantillon

L'enquête a été menée auprès de **816** dirigeants de très petites entreprises inscrits sur les listes électorales, issus d'un échantillon de **1 013** dirigeants de très petites entreprises (TPE) de 0 à 19 salariés.

Les entreprises réalisant moins de 50 000€ de chiffres d'affaires à l'année n'ont pas été interrogées dans le cadre de cette étude. En revanche, celle-ci inclut les auto-entrepreneurs.

En raison de l'actualité politique changeante, la date d'interview a été rajouté en critère d'analyse des résultats pour tenir compte du contexte politique actuel. Dans le détail :

- **618** chefs d'entreprise ont été interrogés **du 22 septembre au 5 octobre** (période couvrant la première nomination de Sébastien Lecornu au poste de Premier ministre)
- **395** chefs d'entreprise ont été interrogés **à partir du 6 octobre** (soit à partir de la date de démission de Sébastien Lecornu au poste de Premier ministre)

Méthodologie

L'échantillon a été raisonné puis ramené à son poids réel lors du traitement sur les critères suivants : secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation.

Mode de recueil

Les interviews ont été réalisées **par téléphone** du **22 septembre au 10 octobre 2025**.

Avertissement

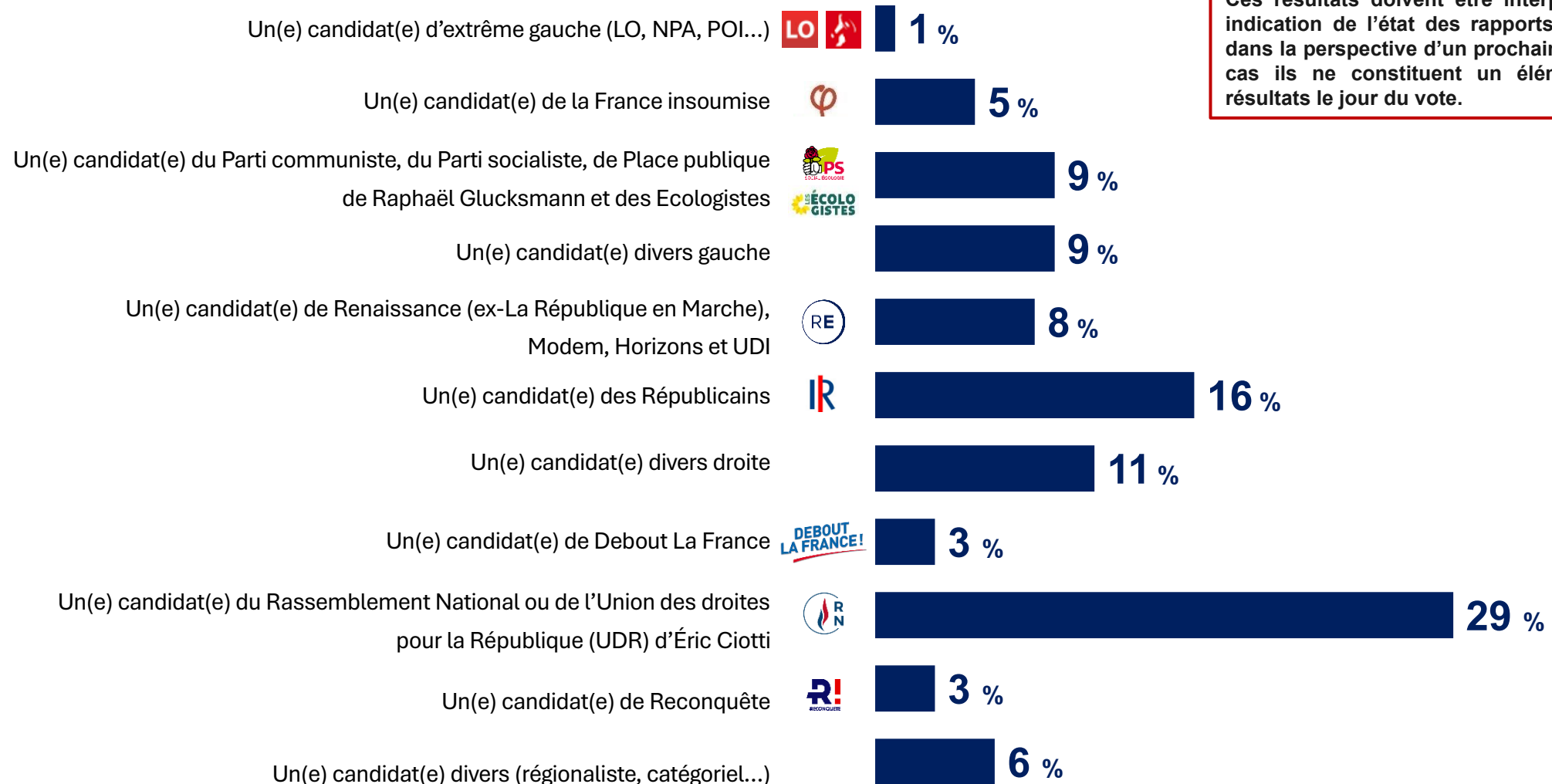
L'Ifop rappelle que les résultats de cette enquête doivent être interprétés comme une indication significative de l'état des rapports de force actuels dans la perspective d'un prochain scrutin législatif. En aucun cas, ils ne constituent un élément prédictif des résultats le jour du vote.

L'intention de vote aux élections législatives en cas de dissolution de l'Assemblée nationale

QUESTION : Si dimanche prochain se déroulait le premier tour des élections législatives pour élire votre député(e), ici dans votre circonscription. Pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?

En pourcentage des suffrages exprimés

Ces résultats doivent être interprétés comme une indication de l'état des rapports de forces actuels dans la perspective d'un prochain scrutin. En aucun cas ils ne constituent un élément prédictif des résultats le jour du vote.





03

Analyse des principaux enseignements

En cette période fortement marquée par l'instabilité politique, l'optimisme des patrons de TPE vis-à-vis de leur propre activité recule à nouveau en ce troisième trimestre 2025, après un léger regain observé au deuxième trimestre. L'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France poursuit quant à lui son érosion, et s'accompagne d'une défiance de plus en plus importante à l'égard de l'exécutif.(1/2)

Le niveau de confiance vis-à-vis des mesures économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement chute à 12% pour ce troisième trimestre 2025 (-7 points par rapport au deuxième trimestre 2025 et -14 points par rapport au premier trimestre 2025), **et se situe désormais au plus bas niveau observé sur l'ensemble de ses deux quinquennats.** Il s'agit également du **plus bas score observé depuis les premières mesures de ce baromètre en 2002, à l'instar de celui de François Hollande et du gouvernement de Bernard Cazeneuve fin 2016.** Dans le détail, seul 1% des interviewés déclare avoir « tout à fait confiance » (-1 point par rapport au deuxième trimestre 2025) alors qu'en miroir, parmi les dirigeants déclarant ne pas avoir confiance (88%), les deux tiers n'ont « pas du tout confiance » (66%, +15 points par rapport au deuxième trimestre).

Et il est à souligner que ce score global de confiance (12%) a évolué à la baisse suivant la temporalité de l'enquête : 14% des patrons de TPE interrogés entre le 22 septembre et le 5 octobre (61% de l'échantillon) – soit la période couvrant la première nomination de Sébastien Lecornu au poste de Premier ministre – déclaraient avoir confiance dans l'exécutif, contre 7% des patrons interrogés à partir du 6 octobre (soit 39% de l'échantillon), après la démission de Sébastien Lecornu, soit un score qui chute de moitié.

Ces évolutions négatives, entérinant plus que jamais une défiance à l'égard de l'exécutif, doivent s'analyser au prisme de la situation politique actuelle, instable et marquée d'une part, depuis le renversement du gouvernement de François Bayrou au mois de septembre après le vote de défiance des parlementaires, **par l'attente de la constitution d'un nouveau gouvernement dirigé par le Premier ministre Sébastien Lecornu** – une séquence politique elle-même entrecoupée par la démission de ce dernier au lendemain de sa nomination comme Premier ministre et ce pendant la période d'enquête – **et d'autre part par le risque planant d'une dissolution de l'Assemblée nationale, voire de la démission du chef de l'Etat Emmanuel Macron,** demandée par plusieurs membres de l'opposition, à gauche comme à droite de l'échiquier politique.

De surcroît, **la perspective d'une nouvelle absence de budget pour l'année 2026 et les négociations à l'égard de la suspension de la réforme des retraites viennent davantage fragiliser l'écosystème des entreprises et rendent difficiles toute capacité de projection optimiste en l'avenir, pour le pays, pour le climat général des affaires comme pour sa propre activité.**

En cette période fortement marquée par l'instabilité politique, l'optimisme des patrons de TPE vis-à-vis de leur propre activité recule à nouveau en ce troisième trimestre 2025, après un léger regain observé au deuxième trimestre. L'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France poursuit quant à lui son érosion, et s'accompagne d'une défiance de plus en plus importante à l'égard de l'exécutif.(2/2)

Ainsi, en parallèle de ce déclin de la confiance, le niveau d'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires – toujours peu élevé – recule encore de 4 points par rapport à la précédente mesure pour s'établir à 16%. L'optimisme pour sa propre activité – traditionnellement plus élevé – redevient quant à lui minoritaire, et s'établit ainsi à 46% ce trimestre, contre 51% au deuxième trimestre 2025. Il est également à souligner qu'il s'agit pour le moment du plus bas score enregistré en 2025.

Et à l'instar de la défiance à l'égard de l'exécutif, ces scores d'optimisme sont encore plus faibles après la démission de Lecornu le 6 octobre :

- Pour le climat général des affaires en France : 19% d'optimisme pour les patrons interrogés du 22 septembre au 5 octobre, contre 8% à partir du 6 octobre
- Pour sa propre activité : 49% d'optimisme pour les patrons interrogés du 22 septembre au 5 octobre, contre 42% à partir du 6 octobre.

Dans le détail, s'agissant du climat général des affaires, les dirigeants de TPE des secteurs de l'hôtellerie et des services aux entreprises se montrent moins pessimistes qu'en moyenne (respectivement -4 points et -12 points), tandis que les patrons du BTP, de l'industrie et du commerce comptent parmi les plus nombreux (respectivement +7, +8 et +6 points). En ce qui concerne leur propre activité, les patrons du secteur de la santé et de l'action sociale sont ceux qui se montrent les plus pessimistes (+7 points par rapport à la moyenne).

En parallèle, la part de TPE qui déclare rencontrer des difficultés financières s'établit à 38% et reste stable par rapport au deuxième trimestre 2025 (39%), bien qu'il s'agisse là-encore du plus haut score observé depuis juin 2023, exception faite du dernier trimestre 2024 (niveau record à 46%). En revanche, la part des entreprises en difficultés financières très ou assez importantes baisse légèrement (16%, -2 points), et l'intensité des conséquences baisse en tendance, puisque 35% pourraient désormais être contraintes de déposer le bilan, soit 3 points de moins que lors de la précédente mesure.

Des embauches en hausse pour le troisième trimestre 2025 tandis que le nombre de suppression de postes augmente lui aussi, mais de manière moins conséquente.

Plus d'un dirigeant de TPE sur dix déclare avoir embauché ou prévoyait d'embaucher du personnel d'ici fin septembre 2025 (13%), soit un score en hausse de 5 points par rapport au deuxième trimestre 2025. Il s'agit du plus haut score observé depuis début 2025, mais qui reste toutefois en-deçà de celui observé au 3^{ème} trimestre 2024 (19%, soit -6 points par rapport à l'an dernier à la même période).

Cet indicateur reste toujours fortement indexé sur la taille de l'entreprise : plus l'entreprise compte de salariés, plus elle prévoyait d'embaucher ou a déjà embauché. Cela concerne ainsi 18% des patrons d'entreprise de 1 à 2 salariés, 31% des patrons d'entreprise de 3 à 5 salariés, 40% des chefs d'entreprises de 6 à 9 salariés et jusqu'à 54% des patrons d'entreprise de 10 à 19 salariés. A l'instar du premier et du deuxième trimestres 2025, les écarts sont moins marqués entre les secteurs d'activité, exception faite du secteur de la santé et de l'action sociale pour lequel seulement 5% des chefs d'entreprise ont embauché ou préoyaient d'embaucher (-8 points vs moyenne) au troisième trimestre 2025.

En miroir, 9% des TPE déclarent avoir supprimé ou préoyaient de supprimer un ou plusieurs postes lors du troisième trimestre 2025, un score qui augmente en tendance par rapport au deuxième trimestre 2025 (+3 points) mais qui reste là encore en-deçà des suppressions de poste effectuées ou envisagées lors du troisième trimestre 2024 (15%, soit -6 points par rapport à l'an dernier à la même période).

Il en résulte un différentiel de 4 points entre les embauches et les suppressions de postes, en faveur des embauches, conformément à la tendance systématiquement positive de ce différentiel sur l'ensemble des vagues d'enquête réalisées, à l'exception du dernier trimestre 2024. Il est également à souligner que ce niveau actuel de création nette d'emploi pour un 3^{ème} trimestre a été dépassé seulement deux fois depuis la création du baromètre en 2001 (+7 points de différentiel en 2002, +5 points en 2006), et égalé une seule fois, l'an dernier.

Enfin, 88% des patrons TPE déclarent n'avoir aucun poste vacant dans leur entreprise (-2 points par rapport à la précédente mesure) et en moyenne, il existe 0,3 postes vacants par TPE – un score relativement stable par rapport au précédent trimestre (0,2). Les plus grandes TPE ainsi que celles du BTP et des services aux particuliers semblent disposer de davantage de postes vacants : 0,5 pour les TPE du secteur des services aux particuliers, 0,6 pour les TPE du BTP et 0,7 pour les TPE de 10 salariés et plus.

A noter : on observe un important décalage entre la perception des dirigeants de TPE et la réalité économique actuelle. De fait, leur appréciation du climat général des affaires en France et de leur propre activité se détériore au fil de l'année 2025 – et ce sans doute en réaction à un contexte politique de plus en plus dégradé et préoccupant de leur point de vue – tandis que les indicateurs relatifs à l'emploi et aux défaillances s'avèrent concrètement moins alarmants (situation de défaillance à un niveau stable, écart stable également entre les créations et les suppressions de poste).

Les patrons de TPE expriment un niveau important d'inquiétude mais également de colère à l'égard de la France et de l'instabilité politique actuelle.

Interrogés sur le sentiment principalement éprouvé à l'égard de la France actuellement, 8 chefs d'entreprise sur 10 expriment un **sentiment négatif**, avec en premier lieu de l'inquiétude pour la majorité d'entre eux (55%, contre 64% du grand public interrogé dans l'étude *Ifop pour LCI* réalisée le 6 octobre 2026), suivi de la colère pour un quart d'entre eux (25% contre 24% du grand public, *étude Ifop pour LCI* du 6 octobre 2025). Seule une minorité exprime à l'inverse un sentiment positif (11% de l'espoir et 3% de la fierté).

Et les sentiments négatifs se trouvent encore plus marqués parmi certains secteurs d'activité :

- Plus de 4 chefs d'entreprise sur 10 dans l'industrie et le BTP font état de leur colère (respectivement +16pts et +15pts vs moyenne)
- Les deux tiers des chefs d'entreprise des services aux particuliers éprouvent quant à eux un sentiment accru d'inquiétude (+11pts vs moyenne)

Et alors qu'à peine plus d'un tiers des chefs d'entreprise interrogés du 22 septembre au 5 octobre (soit 61% de l'échantillon) se montraient satisfaits de la nomination de Sébastien Lecornu au poste de Premier ministre (36%, dont 1% « très satisfaits », contre 40% du grand public lors des mesures réalisées en septembre 2025 dans le baromètre *Ifop pour le Journal du Dimanche*), **le pessimisme ambiant à l'égard du climat actuel en France s'en est trouvé renforcé suite à sa démission le 6 octobre** : les interviews qui se sont déroulées du 6 au 10 octobre font en effet état de sentiments négatifs plus importants (85%, contre 77% avant le 6 octobre et contre 88% du grand public, *étude Ifop pour LCI* réalisée le 6 octobre 2026), ainsi que d'un sentiment de colère plus prégnant (32% à partir du 6 octobre vs 21% avant cette date).

Anticipant des répercussions négatives et des décisions difficiles à prendre à l'échelle de leur entreprise, les patrons sanctionnent le camp présidentiel au profit du Rassemblement national, dans la perspective d'une dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation de nouvelles élections législatives. (1/2)

Face à cette situation inédite, la majorité des chefs d'entreprise anticipe des répercussions négatives fortes d'ici à 6 mois, vis-à-vis de leur secteur d'activité en premier lieu (53%, dont 20% « très fortes »), puis de l'activité de leurs partenaires et / ou investisseurs (51% dont 17% « très fortes ») et enfin pour leur propre activité ainsi que pour celle de leurs fournisseurs et / ou sous-traitants (50% tous deux dont 16% « très fortes »).

Plus concrètement, pour plus de la moitié des chefs d'entreprise interrogés, cela pourrait se traduire par des arbitrages dans la gestion directe de leur activité et de son développement : les deux tiers déclarent ainsi que la situation politique actuelle pourrait les inciter à réduire leurs investissements (67% dont 42% « oui, tout à fait »), voire les contraindre à réduire leurs effectifs ou à ne pas embaucher pour plus de la moitié des chefs d'entreprise comptant au moins un salarié (56% d'entre eux – soit 45% des chefs d'entreprise au total – dont 35% « oui, tout à fait »). Près de la moitié des patrons envisagent enfin de réduire leur salaire, voire de ne pas se verser de salaire du tout (49%, dont 28% « oui, tout à fait »).

Les femmes dirigeantes d'entreprise et les patrons du BTP seraient par ailleurs les plus susceptibles de réduire leurs investissements, leurs effectifs et leurs embauches.

Ensuite interrogés sur le souhait de nomination d'un nouveau Premier ministre – les interviews ayant eu lieu avant la seconde nomination de Sébastien Lecornu –, la minorité des chefs d'entreprise se déclare favorable à la nomination d'un chef de gouvernement issu des différents partis politiques. Si le Rassemblement national arrive en tête avec 33% d'adhésion (-10pts vs le grand public dans l'étude Ifop pour LCI réalisée le 6 octobre), le camp de la majorité présidentielle incarné par le bloc central (Renaissance, Horizons, Modem) obtient la faveur de moins d'un quart des chefs d'entreprise (23%, un score en phase avec celui observé auprès du grand public), derrière le Parti socialiste (28% vs 35% du grand public) et les Républicains (29% vs 31% du grand public).

Anticipant des répercussions négatives et des décisions difficiles à prendre à l'échelle de leur entreprise, les patrons sanctionnent le camp présidentiel au profit du Rassemblement national, dans la perspective d'une dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation de nouvelles élections législatives. (2/2)

Seule la nomination d'un Premier ministre issu de la société civile obtient la faveur de la majorité des chefs d'entreprise interrogés (54% vs 51% du grand public), reflétant ainsi la lassitude généralisée à l'égard des figures politiques habituelles, tout parti confondu.

Ce ressentiment à l'égard du camp présidentiel se traduit, pour près de la moitié des chefs d'entreprise, par le souhait d'une dissolution de l'Assemblée nationale dans les prochains mois et l'organisation de nouvelles élections législatives (47%, dont 27% qui le souhaitent « tout à fait »). Cette volonté se trouve par ailleurs renforcée après la démission du Premier ministre Sébastien Lecornu le 6 octobre, atteignant désormais la majorité (54%, dont 33% « oui, tout à fait », contre 66% du grand public lors de la dernière mesure réalisée le 6 octobre).

Dans la même lignée, près des deux tiers des chefs d'entreprise interrogés se montrent en accord avec l'idée selon laquelle, en cas de dissolution de l'Assemblée nationale et d'une absence de majorité absolue à l'issue des élections législatives qui suivraient, Emmanuel Macron devrait démissionner de sa fonction de Président de la République (64%, dont 44% « tout à fait d'accord », -4pts vs le grand public dans la mesure réalisée en août 2025 dans l'étude Ifop pour LCI). Déjà auparavant, le vote de défiance à l'égard de François Bayrou et la chute de son gouvernement constituait, pour les deux tiers des chefs d'entreprise interrogés entre le 22 septembre et le 5 octobre, **le signe que la France était désormais ingouvernable (66%, dont 39% « tout à fait d'accord » vs 74% du grand public en août 2025).**

Cette grande incertitude politique ne vient pas pour autant atténuer les préoccupations économiques et budgétaires des patrons de TPE.

Avant la démission de Sébastien Lecornu du poste de Premier ministre, **la santé** (38% de citations), **la réduction des déficits et de la dette publique** (35% de citations au total et première priorité citée « en premier ») **ainsi que la question du pouvoir d'achat** à travers la lutte contre la hausse des prix, le relèvement des salaires et la maîtrise du niveau des impôts (35% de citations également) **constituaient ainsi les trois priorités** qu'ils identifiaient, devant l'éducation et la formation, la sécurité, l'aide aux entreprises ou encore l'emploi et la défense nationale.

Près de 6 chefs d'entreprise sur 10 considèrent par ailleurs qu'il est nécessaire de faire des efforts pour tenter de réduire de la dette publique française (58%, dont 35% « oui, tout à fait »). Et c'est davantage le cas des patrons du secteur des services aux entreprises (70%, +12pts vs moyenne) et de la santé et de l'action sociale (73%, +15pts).

Pour tenter de résorber la dette publique française, et parmi les différents acteurs présentés, **41% des chefs d'entreprise considèrent que c'est d'abord aux 1% de la population française ayant le plus haut niveau de revenu ou de patrimoine de contribuer financièrement** (dont 29% « en premier »), suivi par 37% des chefs d'entreprise qui estiment que tous les contribuables devraient participer en fonction de leur niveau de revenu et / ou de patrimoine, voire de façon égalitaire quels que soient leur niveau de revenu et / ou de patrimoine pour 30% d'entre eux.

Les actifs, les entreprises, et les retraités ne sont ainsi cités qu'en marge (de 6% à 14%).

Enfin, **38% des patrons de TPE estiment tout simplement que personne ne devrait contribuer spécifiquement à la résorption de la dette publique, dans la mesure où celle-ci ne constituerait pas « le problème des Français »** (dont 23% en première citation).